Synergies Roumanie n° 15 - 2020 p. 107-118

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Les entreprises de relecture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Pologne actuelle (2015-2019)

Audrey Kichelewski
Faculté des sciences historiques,
Université de Strasbourg, UR ARCHE, France
kichelewski@unistra.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 09-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Cet article étudie trois exemples de relecture de l'histoire de la Seconde guerre mondiale observés en Pologne depuis 2015, dans les récits muséographiques et les déclarations politiques : le musée de la Seconde guerre mondiale ouvert en 2017 à Gdansk, dont la direction a aussitôt été remerciée pour avoir proposé une exposition non conforme au récit héroïco-national ; le problématique musée des Justes polonais ouvert en 2016 à Markowa, et enfin la glorification des « soldats maudits », érigés en martyres du communisme faisant fi de la collaboration de certains avec les nazis. Ces relectures s'inscrivent dans le cadre d'une « politique historique » activement revendiquée par les autorités au pouvoir. Il s'agira d'analyser les caractéristiques et les évolutions de ce récit dominant et de montrer quels sont les enjeux politiques et sociaux de cette distorsion du passé.

Mots-clés : politique historique ; Pologne ; mémoire ; Seconde guerre mondiale ; muséographie

Reinterpretările narațiunilor celui de-al Doilea Război Mondial în Polonia de astăzi (2015-2019)

Rezumat

Acest articol examinează trei exemple de recitire a istoriei celui de-al Doilea Război Mondial observate în Polonia din 2015, în narațiuni muzeografice și declarații politice: Muzeul celui de-al Doilea Război Mondial, deschis în 2017 la Gdansk, a cărui direcțiune a fost imediat demisă pentru propunerea unei expoziții neconforme cu narațiunea eroico-națională; problematicul Muzeu dedicat polonezilor care au salvat evrei în cel de-al Doilea Război Mondial a fost deschis în 2016 în Markowa și, în cele din urmă, glorificarea „soldaților blestemați" , prezentați ca martiri ai comunismului, ignorând colaborarea unora dintre ei cu naziștii. Aceste revizuiri fac parte dintr-o „politică istorică" revendicată în mod activ de autoritățile de la putere. Vor fi analizate caracteristicile și evoluțiile acestei narațiuni dominante și pentru a evidenția care sunt mizele politice și sociale ale acestei denaturări a trecutului.

Cuvinte-cheie: politică istorică; Polonia; memorie; cel de-al Doilea Război Mondial, muzeografie

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

Reinterpretations of the Second World War narratives in present day Poland (2015-2019)

Abstract

This paper focuses on three examples of reinterpretation of narratives of the Second World War observed in Poland since 2015 in museums and public political statements : the Second World War Museum opened in 2017 in Gdansk, whose director was dismissed for presenting an exhibition which did not comply the heroic-national narrative; the problematic museum dedicated to the Polish Righteous opened in Markowa in 2016 and the glorification of the "cursed soldiers", presented as martyrs of communism while forgetting the active collaboration of some of them with the Nazis. These reinterpretations are to be understood within the Polish government's politics of the past. Characteristics and evolutions of this prevalent narrative will be analyzed, in order to highlight the political and social issues which are at stake in this distortion of the past.

Keywords: historical politics; Poland; memory; Second World War; museography

Introduction

Comme l'ont montré de nombreux travaux au cours de ces dernières décennies, la mémoire et le patrimoine sont parties prenantes d'un champ en pleine expansion des politiques publiques des États (MacMillan, 2009 : 4), sans pour autant parvenir toujours aux buts affichés par ces derniers (Gensburger, Lefranc, 2017).

L'intérêt porté en Pologne par les pouvoirs publics à l'écriture de l'histoire, et en particulier à l'histoire récente, n'est pas nouveau. On le comprend mieux en rappelant le contexte politique mouvementé du vingtième siècle en Pologne qui voit se succéder en moins d'un siècle l'avènement d'une indépendance nationale envers les empires au sortir de la Première guerre mondiale, une occupation nazie et soviétique extrêmement meurtrière, suivie d'un demi-siècle de régime communiste, autant de moments au cours desquels l'histoire immédiate n'a cessé d'être écrite, réécrite et célébrée au profit des gouvernants du moment. Le retour à la démocratie après 1989 devait ainsi être pensé comme la fin d'une histoire au service de l'idéologie. L'ouverture des archives devait notamment permettre une plus juste vision des questions demeurées taboues ou instrumentalisées sous la période communiste, comme le rôle de la résistance polonaise, le destin des officiers polonais assassinés à Katyn, mais aussi le rôle de la société polonaise face à l'extermination de ses voisins juifs.

Cet intérêt pour l'histoire récente s'est manifesté dès les années 2000 avec la création d'un Institut de la Mémoire nationale (IPN), chargé de porter la mémoire

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

archivistique de l'occupation nazie, et du régime communiste, mais apte aussi à enquêter sur les crimes commis contre la nation polonaise durant ces deux périodes. En outre, la perspective de l'entrée dans l'Union européenne, effective à partir de 2004, a également conduit le pays à élaborer une narration du passé visant à se présenter comme un partenaire fiable pour les instances européennes.

Le parti Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość* – PiS), de tendance nationale-conservatrice et eurosceptique, au pouvoir en coalition entre 2005 et 2007 puis seul depuis 2015, s'illustre par la défense active d'une « politique historique », que l'on peut définir comme une politique d'État revendiquée, portant sur l'écriture, l'enseignement et la diffusion des représentations symboliques liées à l'histoire (Behr, 2015) et entrant en dissonance avec le récit produit à destination de l'UE dans les années 1990. À ce titre, la période de la Seconde guerre mondiale a particulièrement été concernée[1] par l'entreprise de relecture au prisme d'une politique historique plus offensive que celle déjà entamée par ses prédécesseurs. Quelles sont les principales manifestations de ces entreprises de relectures de la Seconde guerre mondiale dans un sens ethno-national et héroïco-martyrologique et comment les comprendre ? Sont-elles efficaces au plan national et international ?

Nous nous concentrerons principalement sur trois exemples qui ont alimenté les débats depuis 2015 : le musée de la Seconde guerre mondiale à Gdansk ; le musée des Justes polonais à Markowa et l'affaire des « soldats maudits ».

1. Le musée de la Seconde guerre mondiale à Gdansk

L'origine du musée remonte à 2007, initié par le premier ministre libéral Donald Tusk. Il s'agissait de montrer, à Gdansk, ville où la Seconde guerre mondiale a commencé, l'histoire de ce conflit dans une approche globale. Un comité scientifique international a été établi, comprenant des chercheurs tels que Henry Rousso, Elie Barnavi ou Timothy Snyder, placés sous la direction de l'historien polonais Pawel Machcewicz qui assurait les fonctions de directeur du musée et avait été conseiller de Tusk (Clarke, Duber, 2018). L'exposition permanente qui a été construite sous la houlette de ce comité était axée sur la singularité des expériences vécues, et notamment la violence inouïe contre les civils. Cependant, celle-ci fut jugée trop peu centrée sur la Pologne et notamment sa résistance, pourtant présentée abondement, mais toujours au regard d'autres résistances européennes. Alors que le musée devait ouvrir ses portes en janvier 2017, le ministre de la Culture annonça la fusion de ce musée avec un autre petit musée, encore non existant, celui de Westerplatte, qui doit commémorer la première bataille de la Seconde guerre mondiale, au cours de laquelle les forces polonaises

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

ont défendu les fortifications de la presqu'île éponyme Gdansk contre l'attaque nazie en septembre 1939 (Logemann, 2017). Cette manœuvre stratégique de la part des autorités permit de renvoyer le directeur du musée, puis le comité scientifique international et enfin d'opérer des changements substantiels à l'exposition permanente – sans toutefois pouvoir l'anéantir totalement, étant donné sa protection par le droit d'auteur. Parmi les nombreux détails muséographiques visant à remettre davantage la Pologne – sa résistance et ses civils - au centre du récit muséal, deux sont tout particulièrement évocateurs.

Le premier est le remplacement du film de clôture de l'exposition. Initialement, celui-ci montrait les liens entre l'expérience polonaise et l'après-guerre dans un contexte mondial, faisant défiler les principaux évènements depuis 1945 à l'est comme à l'ouest du rideau de fer : procès de Nuremberg, guerre de Corée, la mort de Staline, le discours de Martin Luther King, l'assassinat de JFK et s'achevant par des images plus récentes de la guerre en Irak, de la bataille d'Alep et de la crise des réfugiés en Europe depuis 2015, laissant l'impression d'une propension inhérente à l'Homme d'entrer dans des conflits et des conséquences toujours aussi tragiques pour les civils. Cette ligne interprétative, et notamment l'accent sur les réfugiés pour lesquels le gouvernement actuel a refusé de participer aux contingents d'accueil européens a été très critiquée et le film a été remplacé par un autre film d'animation, intitulé *Niezwyciężeni* (« les invincibles », ou « les invaincus », traduit en anglais par *The Unconquered*) et produit par l'Institut de la Mémoire nationale (IPN)[2]. Ce film, aux accents nettement plus patriotiques, ethno-nationalistes, belliqueux et offensifs. Ses fils conducteurs sont l'héroïsme du peuple polonais, à travers des figures héroïques et des batailles militaires sans victimes et la martyrologie nationale, avec la mise en équivalence de l'occupation nazie et soviétique, ainsi que la « trahison » de la Pologne par ses alliés (Behr, 2019 : 88-91). Enfin, le récit des relations polono-juives et de la Shoah est très problématique, présenté uniquement sous le prisme de l'aide polonaise aux victimes juives et sans croiser les perspectives polonaises et juives. Le caractère non inclusif de cette narration est à l'opposé du paradigme qui avait présidé à l'exposition permanente initialement proposée. Il se démarque nettement de constructions muséographiques que l'on a pu observer en Allemagne ou en France ces dernières années.

Le second élément modifié dans le musée concerne plus précisément l'attitude de la société polonaise face à l'extermination de ses voisins juifs. Si le début des années 2000 avait été marqué par un immense débat national suite à la publication du livre de Jan Gross *Les Voisins*, qui révélait au grand public la participation d'hommes ordinaires polonais au meurtre de leurs concitoyens juifs dans la bourgade de Jedwabne et d'autres localités voisines durant la Seconde guerre

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

mondiale (Gross, 2002), résultant en des excuses présidentielles et une réécriture des manuels scolaires abordant de manière plus approfondie le sort des Juifs polonais durant la guerre, le gouvernement actuel part en guerre contre ce qu'il estime être une « politique de la honte » et préfère mettre en lumière l'héroïsme des Justes qui ont sauvé des Juifs au péril de leur vie – quitte à simplifier un tableau en réalité plus complexe (Kichelewski, 2019). C'est ainsi que le musée a rajouté bien en évidence et au niveau de la salle dédiée à Auschwitz un panneau consacré à la famille Ulma, connue pour avoir payé de sa vie le fait d'avoir caché une famille juive dans son domicile, sur la commune rurale de Markowa, village situé au sud-est de la Pologne dans les Carpates.

Le problème est que ce panneau omet un certain nombre de vérités qui complexifient l'image parfaite d'une famille catholique dévouée au secours de pauvres juifs persécutés, risquant sa vie et finissant assassinée tout comme eux, jusqu'à la mère de famille enceinte avec son mari et ses sept enfants. Parmi ces vérités, citons par exemple le fait que cette famille a été dénoncée par un voisin polonais, ou encore le fait que dès que la nouvelle de leur assassinat s'est sue dans les environs, toutes les familles qui cachaient des Juifs les ont, au mieux chassés, au pire tués, aboutissant à plus d'une vingtaine de victimes juives dans les jours qui suivirent la découverte des Juifs cachés chez les Ulma (Grabowski, Libionka, 2016). Enfin, il faudrait rappeler le taux de survie extrêmement faible des Juifs de la région : moins de 2%, tout comme dans le reste de la Pologne occupée par les nazis, ce qu'ont montré dans un livre récent des chercheurs polonais (Engelking, Grabowski, 2018). A sa sortie, ce livre a fait l'objet de critiques très hostiles de la part d'historiens de l'IPN, reprises dans les médias.

2. L'instrumentalisation des Justes polonais

Ce panneau dédié à la famille Ulma ne fait que reprendre le contenu narratif d'un musée consacré à cette famille et plus généralement aux Justes polonais, musée inauguré à Markowa en mars 2016 par le président de la République polonaise Andrzej Duda. Le premier directeur du musée est l'historien Mateusz Szpytma, travaillant alors pour la branche de Cracovie de l'IPN, puis vice-directeur de cet institut depuis juillet 2016. Il a reçu le soutien financier de l'assemblée régionale, dominée par le PiS, à hauteur de 1,8 millions d'euros en 2008, ainsi que du ministère de la culture en 2013. La muséographie a été assurée par un conseil scientifique dirigé par Jan Żaryn, historien et sénateur PiS depuis 2015. Celle-ci a pour vocation, comme l'indique le site internet du musée de « présenter la posture héroïque des Polonais qui ont aidé les Juifs sous l'occupation allemande, risquant leurs vies et celles de leurs familles[3] ». L'exemple local d'une famille est ainsi supposé refléter

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

l'histoire nationale. Dans un contexte international où la mémoire des Justes a pris ces dernières années une dimension plus importante[4], la Pologne a multiplié les initiatives de recherche et de commémoration dédiés aux sauveteurs de Juifs. Au plan national, une partie de ces initiatives s'inscrivent en contre-point aux débats suscités par le livre de Jan Gross, déjà évoqué. En mettant en avant les Justes, il s'agit de présenter une autre vision que celle des voisins délateurs et meurtriers.

C'est en particulier le cas pour le musée de Markowa, qui met en avant exclusivement la famille de sauveteurs et plus généralement les Justes polonais. En effet, sur le mur des noms situé à l'entrée du bâtiment du musée, seuls les sauveteurs ont leur noms inscrits, tandis que les personnes juives sauvées – ou victimes – demeurent dans l'anonymat. Le contraste est particulièrement frappant avec le musée Polin de Varsovie, dédié à l'histoire millénaire des Juifs de Pologne et inauguré en 2013, où la salle consacré au sauvetage est au contraire centrée sur l'expérience juive – soulignant même dans la muséographie comment les Juifs vivaient confinés et dans le secret le plus absolu (Wóycicka, 2019 : 253-9).

Plus généralement, dans les politiques actuellement menées par les autorités polonaise une volonté mettre en avant ces figures de Justes, et d'en augmenter sans cesse le chiffre officiel établi par l'Institut Yad Vashem en Israël, estimant à environ 7 000 leur nombre en 2019. Ainsi, l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN) estime, sur un portail internet spécialement dédié à la question du sauvetage et existant depuis 2002, que le nombre de sauveteurs serait au minimum de 500 000 et jusqu'à un million (IPN, 2018). Pour parvenir à ces estimations, il donne – sans le justifier – un coefficient multiplicateur de 20. Autrement dit, il fallait vingt Polonais pour sauver un Juif et estime à au moins 50 000 le nombre de Juifs sauvés, soit bien plus que la plupart des estimations communément admises par les historiens spécialistes de la question, selon lesquels le nombre de Juifs sauvés ne saurait excéder les 30 000. L'IPN adopte une définition du sauvetage bien plus extensive que celle de Yad Vashem puisqu'elle englobe l'aide ponctuelle, pour un abri, pour quelques heures, pour un morceau de pain et généralise des actions individuelles à l'ensemble d'un monastère ou d'un village.

Dans ce récit distordu, qui oublie en particulier la menace des voisins craintifs et souvent également aussi hostiles aux Juifs, prompts dès lors à dénoncer tout acte d'assistance, le sauvetage devient un acte naturel, évident, facile même, alors que ce n'était pas du tout le cas. Ce n'est donc pas faire honneur à ces Justes que de les multiplier à l'infini et d'omettre les conditions sociales dans lesquelles ils agissaient. Il s'agit également bien évidemment aussi, par cette instrumentalisation politique, de proposer un récit alternatif à celui, moins glorieux, récemment dévoilé par Gross et ses successeurs, dans lequel il apparaissait que des pans entiers

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

de la société polonaise avaient participé plus ou moins activement aux opérations de dénonciation, voire de meurtre de leurs concitoyens juifs.

Les enjeux vont donc bien au-delà d'une discussion entre spécialistes. L'intervention directe de l'État, par l'intermédiaire d'un institut, l'IPN, disposant de ressources bien supérieures à celles des centres de recherche académiques, et par une politique historique qui entend orienter les recherches dans un sens favorable à la « raison d'État ». Cette politique a culminé par une loi promulguée en janvier 2018 et révisant le fonctionnement de l'Institut de la Mémoire nationale en tant qu'organe pouvant instruire des procédures judiciaires. Le nouvel article, 55a, introduit une pénalisation pouvant aller jusqu'à trois ans de privation de liberté pour « quiconque, publiquement et à l'encontre des faits, attribue à la nation ou à l'État polonais la responsabilité ou coresponsabilité des crimes commis par le Troisième Reich ou d'autres crimes contre l'humanité, contre la paix ou crimes de guerre[5] ». Si l'alinéa 3 de l'article exclut les « activités artistiques ou scientifiques » du champ d'application de la loi, le droit polonais ne donne pas de définition précise de ce que ces dernières recouvrent (Belavusau, Wójcik, 2018). Par conséquent, les conférences, les publications non-académiques, les livres historiques populaires ou la dissémination de travaux de recherche via les blogs et les réseaux sociaux, sont susceptibles de tomber sous le coup de la loi, tout comme les travaux de recherche d'étudiants ou l'enseignement de l'histoire à l'école. Cette loi rend ainsi difficile la publicisation des travaux des historiens polonais précédemment cités, ces derniers étant stigmatisées même lorsqu'ils participent à des colloques à l'étranger (Kichelewski, Lyon-Caen, Szurek, Wieviorka, 2019) et faisant même l'objet de poursuites judiciaires. Elle intimide également tout initiative locale de la part d'éducateurs qui chercheraient à diffuser un autre enseignement plus complexe et plus inclusif des relations polono-juives (Bechtel, 2019).

3. Les « soldats maudits »

Le dernier exemple à évoquer parmi les multiples entreprises de relectures de l'histoire de la Seconde guerre mondiale est un épisode qui se situe plutôt à la toute fin de la guerre et au sortir de celle-ci. Il s'agit de la tendance à réhabiliter et glorifier ceux que la nouvelle politique historique nomme « les soldats maudits ». En polonais « *Żołnierze wyklęci* », ce terme désigne les membres de certains mouvements de résistance polonaise qui continuèrent leur combat armé contre les Soviétiques et le gouvernement pro-communiste en Pologne de 1945 aux années cinquante. Les actes de guérilla inclurent un déploiement d'attaques militaires lancées contre les nouvelles prisons communistes ainsi que contre les bureaux du ministère de la Sécurité publique et les lieux de détention pour prisonniers politiques

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

Il s'agissait de formations militaires extrêmement hétérogènes. Or, le PiS a choisi de mettre en avant les formations les plus fanatiques, xénophobes et antisémites. Celles-ci, dans leurs actes de guérilla, n'hésitaient pas parfois à commettre des meurtres ayant pour victimes la population civile polonaise, ukrainienne et juive en particulier. Mais pour la politique historique du PiS, ce sont des héros sans faille, dont l'héroïsme doit être célébré en l'absence de toute critique.

Une résolution est ainsi votée par la chambre basse polonaise en septembre 2017, pour fêter les 75 ans de la création de ces Forces armées nationales (NSZ), l'un de ces formations nationalistes. Le premier ministre polonais, M. Morawiecki s'est même recueilli à Munich sur la tombe de soldats de la brigade de la province de Sainte-Croix, célébrant son patriotisme anti-communiste mais « oubliant » qu'elle avait collaboré avec les nazis dans la chasse aux juifs (Gradvohl, 2018). Ce geste vient couronner une entreprise de réhabilitation qui avait commencé dès les années 2000 mais s'était surtout marquée depuis 2011 avec la création d'une journée nationale, le 1er mars de chaque année, dédiée à la mémoire des Soldats maudits, votée sur initiative proposée l'année précédente par le président défunt Lech Kaczynski et soutenu par son successeur Bronislaw Komorowski, à l'origine de la transformation du centre de détention des prisonniers politiques à l'époque communiste, situé rue Rakowiecka à Varsovie, en musée dédié à la mémoire des « soldats maudits ».

Mais alors que sous le gouvernement précédent cette réhabilitation s'était cantonnée au domaine civil et s'était accompagnée de publications critiques, il semblerait que l'hagiographie soit à présent uniquement de mise, alors que les initiatives de célébration des « soldats maudits » n'ont cessé de se multiplier, faisant passer cette mémoire jadis vénérée uniquement par des marges de l'extrême droite à une narration à présent revendiquée par le pouvoir et présentée comme dominante et consensuelle. En 2017, ce sont ainsi plusieurs centaines d'évènements qui se sont tenus, impulsés par les autorités, comme le billet de 10 zlotys commémoratif issu par la Banque nationale de Pologne, mais aussi des initiatives locales, projections de films, activités pour enfants et adolescents (Konczal, 2020 : 68). Surtout, on voit dans ces démarche une forme d'injonction à suivre l'exemple de ces soldats – y compris en actes concrets. Ces figures sont ainsi érigées en modèles à suivre pour la jeunesse. Tel était en effet la teneur du message prononcé en 2016, par le président de la République Andrzej Duda, lors de funérailles d'État en l'honneur de Zygmunt «Łupaszka» Szendzielarz. Ce "soldat maudit", actif dans le nord-est du pays contre le NKVD après que son unité de combat de l'Armée de l'Intérieur ait appelé à cesser le combat, avait été condamné à mort en 1950 lors d'un procès stalinien. Réhabilité après la chute du communisme, sa dépouille fut identifiée officiellement

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

en 2013 par l'IPN, ce qui donna lieu à ces funérailles d'État. Durant la cérémonie, le président n'hésita pas à affirmer : « Nous élevons une nouvelle génération en prenant exemple sur eux [les soldats maudits], afin qu'ils soient fidèles à la Patrie jusqu'au bout » (Peters, 2016 : 6-7). Ce que le président omit de mentionner est que ce héros de guerre était également responsable d'avoir causé la mort d'au moins 67 civils, principalement des femmes et des enfants, dans le village lituanien de Dubkinki et de ses environs en juin 1944, agissant à l'encontre des ordres de ses supérieurs au sein de l'Armée du pays (Armia Krajowa), l'organisation armée de résistance en Pologne, qui avait explicitement proscrit les actes de revanche contre les civils. Un véritable culte des soldats maudits s'est ainsi établi ces dernières années, qui relativise notamment les héros de l'insurrection de Varsovie de l'été 1944 mais aussi l'ensemble de la résistance dans sa dimension plurielle. Ce culte séduit, semble-t-il, une partie de la jeunesse polonaise. Ces « soldats maudits » sont particulièrement attractifs pour l'extrême droite, qui s'en approprie les symboles, y compris sous la forme d'une culture pop, à coup d'images sur des t-shirts arboré par les supporters de football radicaux dans les stades, les mêmes qui vantent le parti fasciste d'avant-guerre ONR (*Obóz Narodowo- Radykalny* – Camp radical national). Par le biais de sa politique historique, le parti PiS semble donc consentir aux actions et revendications de ces groupes extrémistes, qui n'hésitent pas à recourir à la violence physique contre ceux qui s'opposent à eux.

La Pologne, avec la Hongrie et la Lituanie, ont ainsi réussi à mettre en cause le consensus mémoriel européen, par ailleurs fragile et âprement discuté, autour notamment de la mémoire de la Seconde guerre mondiale mais aussi du communisme, après l'élargissement de l'Union européenne à l'Est en 2004 (Neumayer, 2018).

Conclusion

Pour conclure, on voit bien que ces entreprises de relecture de l'histoire de la Seconde guerre mondiale ont plus le nom de politique que d'historique. Par delà l'histoire, l'enjeu est de discréditer l'opposant politique à coup d'histoire : mon récit sert mieux les intérêts de mon pays que le tien, telle est en substance ce que veulent dire les défenseurs de cette offensive politique publique de l'histoire. Le parti PiS a ainsi multiplié depuis son arrivée au pouvoir en 2015 des prises de position, actions symboliques, médiatiques et même initiatives législatives visant à promouvoir une histoire officielle. Il s'inscrit tout à fait dans le sillage d'une mémoire anti-communiste qui se développe en Europe centrale depuis les années 1990 (Klich-Kluczewska, 2017 ; Neumayer, 2018). S'agissant plus particulièrement de la Seconde Guerre mondiale, il s'agit de promouvoir un récit historique officiel,

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

héroïco-martyrologique (Mink, Neumayer, 2007 ; Behr, 2019) dans lequel la complexité des relations que les Polonais non-juifs ont pu entretenir avec leurs concitoyens juifs, particulièrement durant la Shoah, est niée, à rebours de l'historiographie la plus récente sur le sujet (Dreifuss 2017 ; Kichelewski, Lyon-Caen, Szurek & Wieviorka, 2019). A contrario, sont tendanciellement essentialisées les différences culturelles et/ou confessionnelles entre concitoyens polonais, faisant des Juifs une catégorie à part, ayant une histoire spécifique et distincte de celle des « Polonais ».

Cette nouvelle narration est également mise en avant dans les relations diplomatiques, non sans heurts. Avec l'Allemagne, le parti PiS ne cesse de formuler des revendications maximalistes, réclamant par l'intermédiaire du premier ministre le 22 août 2019 des dettes de guerre de 800 milliards d'euros (Tenré, 2019) ! Les relations sont également tendues avec Israël, en dépit des volontés politiques d'entretenir de bons rapports. Ainsi, au lendemain du vote de la loi sur l'IPN de janvier 2018, amendée en juin, une déclaration commune des deux premiers ministres avait pour objectif d'apaiser les opinions publiques, en affichant un consensus sur l'historiographie des relations polono-juives. Or, les historiens sérieux des deux pays contestent la véracité historique des propos tenus (Yad Vashem, 2018). En outre, pour la frange mobilisée de la droite nationaliste polonaise, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, est accusé d'avoir fait trop de concessions à Israël sous la pression américaine. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a de son côté été critiqué, même au sein de son camp politique, pour avoir accepté de cautionner des distorsions portant sur des faits historiques. Du reste, les tensions demeurent encore palpables entre les deux pays, comme l'atteste l'annulation de la visite du Premier ministre polonais en Israël prévue en février 2019, à la suite des déclarations du nouveau ministre des Affaires étrangères israéliens insinuant qu'il existerait un antisémitisme atavique des Polonais. Les contextes électoraux respectifs des deux pays ont très certainement leur part dans cette escalade d'agressivité, de même que l'irruption de la Russie dans la bataille mémorielle et politique, à l'occasion de la célébration du 75ème anniversaire de la libération d'Auschwitz, célébré à Yad Vashem le 23 janvier 2020, en l'absence du président polonais.

Bibliographie

Bechtel, D. 2019. « Autour de la « loi sur la Shoah » en Pologne. Table ronde avec Elzbieta Janicka, Audrey Kichelewski et Jean-Yves Potel ». *Mémoires en jeu*, 9, p. 109-114.

Behr, V. 2015. « Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La « politique historique » en Pologne ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46 (3), p. 21-48.

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

Behr, V. 2019. « Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale ». *Allemagne d'aujourd'hui*, 228 (2), p. 82-92.

Belavusau ,U., Wójcik A. 2018. « La criminalisation de l'expression historique en Pologne : la loi mémorielle de 2018 ». *Archives de politique criminelle* », n° 40, p. 175-188.

Dreifuss, H. 2017. « Jewish Historiography of the Holocaust in Eastern Europe ». *Polin*, 29. p. 217-245.

Engelking, B., Grabowski J. (dir.). 2018. *Dalej jest noc: losy Żydów w wybranych powiatach okupowanej Polski* [La nuit continue : le sort des Juifs dans une sélection de poviates de Pologne occupée]. Varsovie : Stowarzyszenie Centrum Badań nad Zagładą Żydów.

Gensburger, S., Lefranc S. 2017. *À quoi servent les politiques de mémoire ?* Paris : Les Presses de Sciences Po.

Grabowski, J., Libionka D. 2016. « Markowa. Żydowska śmierć, polska wina, wspólny strach » [« Markowa. Mort juive, faute polonaise, craintes communes »]. *Gazeta Wyborcza*, 9 décembre 2016.

Gradvohl, P. 2018. « En Pologne, l'histoire sous tutelle ». *Le Monde*, 22 février 2018.

Gross, J. 2002. *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*. Paris : Fayard.

Instytut Pamięci Narodowej [Institut de la Mémoire nationale], 2018. Portail en anglais : http://www.ipn.gov.pl/en/news/285,dok.html# [consulté le 3 avril 2020].

Kichelewski A., Lyon-Caen J., Szurek J.-C., Wieviorka A. (dir.). 2019. *Les Polonais et la Shoah. Une nouvelle école historique*, Paris : CNRS éditions.

Kichelewski, A. 2019. Le sauvetage des Juifs en Pologne : une historiographie aux prises de tensions mémorielles et nationalistes. In Bonafoux C., Vallade O. (dir.), *Survie des juifs en Europe : Persécutés, sauveteurs, Justes*. Lyon : Libel, p. 162-169.

Klich-Kluszewska, B. 2017. Goodbye Communism, Hello Remembrance: Historical Para- digms and the Institute of National Rememberance in Poland. In P. Apor, S. Horvat & J. Mark (dir.), S*ecret Agents and the Memory of Everyday Collaboration in Communist Eastern Europe*, Londres/New York: Anthem Press, p. 37-57.

Kończal, K. 2020. « The Invention of the "Cursed Soldiers" and Its Opponents: Post-war Partisan Struggle in Contemporary Poland » . *East European Politics and Societies*, *34* (1), p. 67-95. https://doi.org/10.1177/0888325419865332.

Logemann, D. 2017. « On 'Polish History': Disputes over the Museum of the Second World War in Gdańsk ». *Cultures of History Forum* (21.03.2017). DOI: 10.25626/0061.

MacMillan, M. 2009. *The uses and abuses of history*. London : Profile.

Mink G., Neumayer L. 2007. *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris : La Découverte.

Neumayer, L. 2018. *The Criminalisation of Communism in the European Political Space after the Cold War*. Londres: Routledge.

Peters, F. 2016. « Remaking Polish National History: Reenactment over Reflection ». *Cultures of History Forum* (03.10.2016). DOI: 10.25626/0054.

Tenré S., 2019. « La Pologne toujours en conflit avec l'Allemagne sur la question des réparations de guerre », *Le Figaro*, 30 août 2019 : https://www.lefigaro.fr/international/la-pologne-toujours-en-conflit-avec-l-allemagne-sur-la-question-des-reparations-de-guerre-20190830 [consulté le 3 avril 2020].

Wóycicka, Z. 2019. « Global patterns, local interpretations: new Polish museums dedicated to the rescue of Jews during the Holocaust ». *Holocaust Studies*, 25/3, p. 248-272, DOI: 10.1080/17504902.2019.1567660.

Yad Vashem, 2018, «Yad Vashem historians respond to the joint statement of the Governments of Poland and Israel concerning the revision of the January 26, 2018, amendment to Poland's Act on the Institute of National Remembrance ». *YadVashem.org*, https://www.yadvashem.org/research/historians-reaction.html [consulté le 03 avril 2020].

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)

Notes

1. Même si d'autres périodes de l'histoire sont aussi concernées, qu'il s'agisse du passage à la démocratie en 1989 et des débats sur les rôles respectifs des différents acteurs, et en particulier celui de Lech Kaczynski valorisé au détriment de Lech Walesa ou de Tadeusz Mazowiecki ; ou encore de la réévaluation du nationaliste Roman Dmowski dans la Pologne de l'entre-deux-guerres.

2. Ce film peut être visionné, avec le commentaire didactique qui l'accompagne, à cette adresse : http://www.niezwyciezeni-film.pl [consulté le 3 avril 2020].

3. D'après la page internet du musée, disponible en polonais, en anglais et en hébreu : http://muzeumulmow.pl/en/museum/about-museum [consulté le 3 avril 2020].

4. On peut évoquer à cet égard la création en 2012 d'une journée européenne dédiée à la mémoire des Justes. Voir la déclaration du Parlement européen du 10 mai 2012 : https://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0205+0+DOC+XML+V0//EN [consulté le 6 avril 2020].

5. Le texte intégral de la loi en polonais est disponible sur le site de la diète : Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej polskiej [Journal officiel de la République polonaise], 14 février 2018, n°369 : http://prawo.sejm.gov.pl/isap.nsf/download.xsp/WDU20180000369/O/D20180369.pdf [consulté le 3/4/2020].

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31734 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 21:03:15 UTC)